

505 LN 181 / 13

491

(1941)

X

Lutte contre le chômage durant l'occupation.-

Lettre du Délégué à l'Equip. à la S.N.C.F.	29. 9.41		
C.A.	8.10.41	44	Qd c)
Lettre S.N.C.F. au Délégué à l'Equipement	9.12.41		

Lutte contre le chômage durant l'occupation.-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 9 décembre 1941

4111 - 23

C O P I E

Monsieur le Délégué Général,

Par lettre 02315 du 29 septembre 1941, vous avez bien voulu attirer notre attention sur la gravité du problème de main-d'oeuvre que poserait au Gouvernement la fermeture d'usines faute de matières premières et nous demander d'examiner la possibilité de lancer des travaux susceptibles d'absorber l'activité d'une partie des ouvriers qui seraient ainsi mis en chômage.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que nous avons étudié la question ainsi posée avec le désir réel d'apporter, en la circonstance, un concours aussi large que possible aux pouvoirs publics.

Conformément au désir que vous avez exprimé, nous vous adressons ci-joint deux tableaux faisant respectivement ressortir :

- le premier, pour nos Services de la Voie et des Bâtiments, d'une part, le nombre d'auxiliaires chômeurs que nous comptons utiliser pour notre programme normal de travaux d'hiver, d'autre part, le nombre de ceux auxquels nous pourrions faire appel, en supplément de ce programme normal ;

- le second, pour nos Services du Matériel et Traction, le nombre d'auxiliaires chômeurs qui pourraient être appelés à travailler dans ces Services.

En tout état de cause, nous prenons acte de ce que, comme vous l'indiquez dans votre lettre, les dépenses de main-d'oeuvre correspondant aux travaux envisagés en excédent de notre programme normal seraient supportées par le Commissariat Général au Chômage.

.....

Monsieur le Délégué Général à l'Equipement National,
31, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie - PARIS 16^e-

M. le Directeur de notre Service Central des Installations Fixes donnera à vos Représentants toutes les indications complémentaires que ceux-ci pourraient désirer et se tiendra à leur disposition en vue d'assurer l'utilisation du maximum possible de chômeurs pour les besoins de la S.N.C.F.

Veillez agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

.....

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 8 octobre 1941

Questions diverses

c) Résorption du chômage.

P.V. (p.19) M. LE PRESIDENT donne connaissance d'une lettre, en date du 29 septembre 1941, de M. le Délégué Général à l'Equipement National attirant l'attention sur le fait que l'absence de ravitaillement en matières premières est susceptible d'entraîner, dans les prochaines semaines, des fermetures d'usines et qu'il en résultera un accroissement de l'effectif des chômeurs saisonniers.

Il est demandé à la S.N.C.F. d'examiner la possibilité de lancer des travaux ne nécessitant pas de matériaux, tels que nettoyages, aménagements divers, etc..., en vue de faciliter l'emploi de ces chômeurs. Bien entendu, seuls seraient à envisager des travaux présentant un caractère suffisant d'utilité. Les dépenses de main-d'oeuvre seraient supportées par le Commissariat au Chômage.

Sténo (p.44)

M. le PRESIDENT.- Nous avons reçu de M. le Délégué-général à l'Equipement national la lettre suivante en date du 29 septembre :

"Parmi les problèmes importants que le Gouvernement s'attache à résoudre un des plus graves est celui de la répartition de la main-d'oeuvre dans l'économie actuelle du Pays. Faute de matières premières, des usines cesseront de fonctionner dans quelques semaines et mettront en chômage un nombre considérable d'ouvriers qui viendront grossir l'effectif des chômeurs saisonniers.

"En vue de trouver un emploi à ces chômeurs, j'ai pensé que la S.N.C.F. pourrait lancer des travaux n'exigeant pas l'approvisionnement de matériaux (nettoyages, aménagements divers etc...) et présentant un certain degré d'utilité pour ses services étant bien entendu que les dépenses de main-d'oeuvre seraient supportées par le Commissariat au chômage.

"Si vous partagez cette manière de voir, je vous demanderai de me faire connaître dans le plus bref délai les effectifs que la S.N.C.F. pourrait utiliser, en indiquant le nombre d'ouvriers de chaque catégorie (manoeuvres, ouvriers d'ateliers spécialistes, ...) qui pourraient être utilisés dans chaque département.

"J'espère que vous tiendrez à apporter le plus large concours à cette oeuvre éminemment sociale et je vous demande de bien vouloir attirer l'attention de vos services sur sa haute utilité, et sur l'intérêt qu'il y a à employer le maximum de personnel."

Nous allons examiner ce que nous pouvons faire. Il s'agit d'une main-d'oeuvre non qualifiée, dont le rendement ne sera pas important.

M. LE BESNERAIS - Je crois que la plus grande difficulté sera l'encadrement de cette main-d'oeuvre; c'est pourquoi il serait préférable qu'on nous la fournisse avec les cadres nécessaires, par l'intermédiaire d'entreprises.

M. de TARDE. - J'ai assisté hier soir à une réunion du Comité consultatif où M. LEHIDEUX lui-même a évoqué cette question de chômage; il a exposé les principes qu'il était décidé à mettre en oeuvre, en particulier il a indiqué, qu'il désirait que, dans la plus large mesure, les travaux en vue de remédier au chômage fussent effectués par des équipes avec leurs encadrements normaux, notamment pour éviter que les cadres soient en chômage alors que les ouvriers auraient du travail.

Délégation générale à l'Equipement national

31, avenue Pierre I^{er} de Serbie

PARIS, le 29 SEPTEMBRE 1941

02315

Le Délégué Général à l'Equipement national

à Monsieur le Président de la S.N.C.F.

Parmi les problèmes importants que le Gouvernement s'attache à résoudre, un des plus graves est celui de la répartition de la main-d'oeuvre dans l'économie actuelle du pays. Suite de matières premières, des usines cesseront de fonctionner dans quelques semaines et mettront en chômage un nombre considérable d'ouvriers qui viendront grossir l'effectif des chômeurs saisonniers.

En vue de trouver un emploi à ces chômeurs, j'ai pensé que la S.N.C.F. pourrait lancer des travaux n'exigeant pas l'approvisionnement de matériaux (nettoyages, aménagements divers etc...) et présentant un certain degré d'utilité pour ses services étant bien entendu que les dépenses de main-d'oeuvre seraient supportées par le Commissariat au chômage.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous demanderai de me faire connaître dans le plus bref délai les effectifs que la S.N.C.F. pourrait utiliser, en indiquant le nombre d'ouvriers de chaque catégorie (manoeuvres, ouvriers d'ateliers, spécialistes,...) qui pourraient être utilisés dans chaque département.

J'espère que vous tiendrez à apporter la plus large concours à ~~ma~~ cette oeuvre éminemment sociale et je vous demande de bien vouloir attirer l'attention de vos services sur sa haute utilité, et sur l'intérêt qu'il y a à employer le maximum de personnel.

Le Directeur Général des Services

(signé)